

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 13/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM**

route de la Charité  
BP 44  
18390 Saint-Germain-du-Puy

Références : /  
Code AIOT : 0010005633

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM implanté Route de la charité 18390 Saint-Germain-du-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site était exploité par la société LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES jusqu'au changement d'exploitant acté par courrier préfectoral le 4 juin 2019. Ce changement d'exploitant a été réalisé au profit de la société GIFI DIFFUSION.

Faisant suite au changement d'exploitant celui-ci a porté à la connaissance de l'inspection le 07 aout 2020, les modifications qu'il comptait réaliser sur le site.

Au cours des échanges avec l'inspection qui ont suivi, il avait été convenu en juillet 2021 que l'exploitant déposerait une mise à jour de son porter à connaissance pour fin 2021. Cette mise à jour devait notamment incorporer les éléments suivant:

- prise en compte des dernières évolutions réglementaires (post-lubrizol);
- demande de bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 1510;
- mise à jour du dossier au regard des travaux réalisés;
- conformité aux arrêtés préfectoraux applicables au site (et demande d'adaptation des prescriptions le cas échéant).

Début 2024 l'inspection a tenté à plusieurs reprises de contacter l'exploitant par courriel et téléphone aux adresses connues de l'inspection. N'ayant pas abouti, une courrier a été envoyé le 26/03/2024. Celui ci n'a fait l'objet d'aucun retour de l'exploitant à ce jour.

L'inspection a été réalisée afin de reprendre contact avec l'exploitant et avancer sur le traitement du dossier à connaissance ayant pour objectif d'encadrer l'exploitation du site par GIFI DIFFUSION. Le site est géré par LOGISIMA (société BILS DEROO) pour le compte de GIFI DIFFUSION.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES - LCM
- Route de la charité 18390 Saint-Germain-du-Puy
- Code AIOT : 0010005633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de produits combustibles (1510) constitué de 5 cellules.

Le site est à ce jour autorisé par arrêté du 22 janvier 2007 (autorisation comprenant par ailleurs des stockages frigorifiques, stockages carburants, produits aérosols, inflammables...)

**Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Dossier du site	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 2.6	Demande d'action corrective	1 mois
4	moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Rétention	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 7 (8.1.11.2)	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 8.1.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement des activités exercées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise à jour du tableau de classement par courrier préfectoral du 01/03/2017
<b>Constats :</b>  <p>Selon le courrier préfectoral du 1er mars 2017 actant le bénéfice d'antériorité des droits acquis au titre des rubriques 4320, 4510, 4801 et 4802, le site est:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• autorisé au titre des rubriques <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1510.1 (stockage de matières combustibles)</li> </ul> </li> <li>• déclaré au titre des rubriques <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 1450.2 (solides inflammables)</li> <li>◦ 1511.3 (entrepôts frigorifiques)</li> <li>◦ 1532.3 (stockage de bois)</li> <li>◦ 2910.A.2 (combustion)</li> <li>◦ 2925 (charges d'accumulateurs)</li> <li>◦ 4320.2 (aérosols)</li> <li>◦ 4510.2 (produits dangereux pour l'environnement aquatique - cat.1 aiguë ou chronique)</li> <li>◦ 4801.2 (houille, coke, charbon....)</li> <li>◦ 4802.2a (gazs fluorés)</li> </ul> </li> </ul> <p>Dans le cadre du dépôt du porter à connaissance du 07 août 2020, l'installation a été modifiée. Compte tenu des échanges entre l'inspection et l'exploitant en 2021, une mise à jour du dossier était attendue pour fin d'année 2021. Il n'a pas été reçu à date. Le site actuel ne correspond donc pas au site actuellement autorisé au titre de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 et au classement établi par courrier préfectoral du 01/03/2017.</p> <p>Lors de l'inspection du 08 aout 2024 l'inspection a notamment constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le site a été converti en entrepôt 1510 (produit combustibles) exclusivement. Le jour de l'inspection l'exploitant présente un extrait journalier des stocks. Environ 18 000 palettes sont présentes sur le site. Elles sont réparties entre les cellules A (Est), B, C et E (Ouest). La</li> </ul>

cellules D est vide.

- le stockage est effectué sur des racks.
- il n'existe plus de cellule "frigorifique"
- les mezzanines de stockage ne sont pas utilisées
- une chaufferie existe, néanmoins l'exploitant précise qu'elle a été consignée pour la période estivale.
- une pièce permettant la recharge des accumulateurs est située au sud des cellules B et C
- un stockage de déchets bois est présent dans la cours Ouest

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les paramètres (volume, tonnage, puissance) des installations pouvant amener à classement ICPE.

**Constat: l'installation actuellement exploitée ne correspond pas à l'arrêté d'autorisation du 22 janvier 2007 et au classement établi par courrier préfectoral du 01/03/2017.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Dossier du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 2.6

**Thème(s) :** Situation administrative, Documents tenus à la disposition de l'inspection

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les compléments apportés
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le rapport de contrôle des installations électriques par un organisme compétent,
- le plan de localisation des risques établi par l'exploitant sous sa responsabilité,
- les consignes de sécurité et d'exploitation,
- tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant

5 années au minimum.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a pu être consulté:

- les arrêtés préfectoraux encadrant l'activité du site (2004, 2007 et 2017);
- les plans issus du DOE des travaux réalisés en 2020-2021.

Des documents présentant des consignes de sécurité ont été consultés mais ils ne concernent que la sécurité au travail. Le personnel sur site précise qu'en dehors des extincteurs les équipements de sécurité sont automatiques et contrôlés une fois par semaine par une société extérieure, ce qui ne nécessite pas particulièrement de consigne pour les personnels présents sur site.

Le personnel sur site n'est pas en mesure de présenter les autres documents attendus.

Il précise qu'a priori les documents sont gérés par le service HSE de la société LOGISIMA pour ce qui est du suivi d'exploitation (contrôles électriques,...), et par GIFI DIFFUSION pour ce qui est du dossier d'enregistrement.

**Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'ensemble des documents attendus lors de l'inspection. En particulier, les consignes de sécurité et d'exploitation, rapports de contrôle et registres.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Installations de combustion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 7 (8.1.11.2)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Coupure gaz

**Prescription contrôlée :**

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à

fonctionner en atmosphère explosive.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;

[...]

Ces dispositifs, clairement repérés et indiqués dans des consignes d'exploitation, doivent être placés dans des endroits accessibles rapidement et en toutes circonstances. Ils sont parfaitement signalés, maintenus en bon état de fonctionnement et comportent une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

[...]

#### Constats :

Il a pu être constaté la présence d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible. Elle est située sur le mur extérieur en amont du local chaudières.

Lors de la visite elle se trouvait en position fermée.

Le personnel sur site a par ailleurs précisé que pour la saison estivale, le gaz a été coupé par le fournisseur en amont de cette vanne, au niveau de l'approvisionnement du site.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : moyens de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressource en eau

#### Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un réseau d'extinction automatique, faisant office de détection automatique d'incendie conformément à la règle R1 de l'APCAD, protégeant l'ensemble des locaux et adaptés aux produits stockés (les têtes de sprinkler étant thermofusibles). Ce réseau dispose d'une nappe sous toiture et est alimenté par deux cuves de 500 m<sup>3</sup>. Le démarrage du réseau d'extinction est assuré par deux groupes motopompes, l'un au diesel, l'autre électrique ;
- des robinets d'incendie armés conformes à la règle R5 de l'APCAD. Ces RIA en nombre suffisant sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Ils sont vérifiés annuellement et maintenus en bon fonctionnement ;
- une réserve d'eau extérieure au site de 400 m<sup>3</sup>, l'exploitant s'assurant de sa disponibilité opérationnelle permanente ;
- 18 canons à eau délivrant 120 m<sup>3</sup>.h<sup>-1</sup> unitaires sont implantés le long des façades du bâtiment de telle sorte que les tiers situés près de l'établissement ne soient pas impactés par les zones de flux thermiques générés par un incendie. Des essais de fonctionnement des canons sont périodiquement réalisés par l'exploitant et sont formalisés dans un

registre dédié à cet effet, de même que les opérations de maintenance réalisées sur ces derniers ;

- une réserve d'eau de 955 m<sup>3</sup> pour l'alimentation des canons à eau ; cette réserve est alimentée manuellement par l'eau de ville et dispose d'un groupe de pompage capable de fournir aux canons à eau le débit requis. Le démarrage de la pompe est assuré par un groupe motopompe d'alimentation de 525 m<sup>3</sup>.h<sup>-1</sup>, associé à une cuve de gasoil de 200 l ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets
- de poteaux incendie conforme à la norme NFS 62-213, piqués sur une canalisation débitant au moins 60 m<sup>3</sup>/heure chacun et situés à 200 m maximum du bâtiment principal, dont un situé à moins de 100 m
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. »

#### **Constats :**

Lors de l'inspection a pu être constaté la présence:

- de 3 cuves au Sud (respectivement 570m<sup>3</sup> et 2 fois 285 m<sup>3</sup>. Elles correspondent a priori au besoin en eau du sprinklage et des RIA.
- un cuve au Nord. Elle correspond a priori à la réserve d'eau pour les canons à eau. Son volume n'a pas été vérifié lors de l'inspection.
- la présence de canons à eaux le long de la limite sud du site
- la présence de RIA dans la cellule 4. L'inspection fait remarquer que le positionnement de certains RIA pose question. En effet ils se situe au 2/3 de la longueur des travées et peuvent donc être difficilement accessibles en cas de départ d'incendie dans la travée.
- le personnel sur site précise que l'alarme incendie est directement retransmis aux pompiers, sans action de la part des personnels sur site.
- la présence d'un dispositif de sprinklage dans chacune des cellules
- la présence de deux poteaux incendie au niveau des canons à eau
- la présence d'extincteurs répartis sur le site.

Le personnel sur site précise que personne sur site n'est formé quant à la manipulation des canons à eaux.

**Constat: l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'existence, la nature et les performances de l'ensemble des moyens de défense incendie présent sur le site.**



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont stockées sur l'aire de rétention présente au niveau des cours à camions « réception » et « expédition ». Cette aire est étanche aux produits collectés et le volume de rétention disponible est de 3 700 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'isolement des réseaux d'assainissement est réalisé conformément aux dispositions de l'article 4.2.4.2.</p> <p>Avant élimination au milieu naturel, l'exploitant s'assure que les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont respectés.</p> <p>L'aire de rétention précitée est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que la quantité d'eaux pluviales de ruissellement des zones de voiries et de stationnement rejetée dans le réseau d'eaux pluviales communal soit limitée à 790 l/s (étranglement de l'exutoire de rejet,...).»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le personnel sur site n'est pas en mesure de décrire de quelle manière se fait l'isolement des réseaux. Par ailleurs aucun justificatif des capacités de rétention n'a pu être produit lors de la visite.</p> <p>Sur la partie sud du site une borne "TELESTOP" a pu être observée. Sa fonction est inconnue du personnel sur site. Par ailleurs elle présente un défaut "air"</p> <p><b>Constat :</b> les modalités de gestion des eaux polluées n'est pas connue du personnel présent sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité, contrôle et entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dispositif de spinklage fait l'objet d'un contrôle et d'une maintenance hebdomadaire par la société AAI. Le compte du 31/07/2024 rendu d'intervention a été consulté. Il ne met pas en avant de dysfonctionnement résiduel après intervention.</p> <p>Les trappes de désenfumage, extincteurs et portes coupe feu font l'objet d'une maintenance annuelle par la société Solution Incendie. Le compte rendu d'intervention des 26 et 30 avril 2024 a été consulté. Il ne met pas en avant de dysfonctionnement résiduel après intervention (l'intervention a amené à des actions correctives).</p> <p>Les RIA font également l'objet d'un contrôle annuel par Solution Incendie. Le personnel sur site n'a pas présenté le compte rendu du dernier contrôle.</p> <p>Aux dires du personnel sur site, les canons font l'objet d'un contrôle régulier par la société AAI (pas d'essais), cependant aucun compte rendu n'a pu être présenté lors de l'inspection. Les documents consultés sont des comptes rendus d'intervention succincts présentant le nombre d'équipements inspectés. L'inspection fait remarquer que rien ne permet de justifier de l'exhaustivité du contrôle.</p> <p>Ce constat est confirmé lors de la visite par le constat d'une porte coupe feu (sortie sud Est vers l'extérieur de la cellule B) manifestement dysfonctionnelle et ne présentant aucune étiquette attestant de son contrôle.</p> <p>Aucun registre de contrôle n'a pu être présenté à l'inspection</p> <p><b>Constat : L'exhaustivité des contrôle des moyens d'intervention n'a pas pu être justifié par</b></p>

l'exploitant lors de l'inspection. Il est constaté que certains sont manquant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2007, article 8.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vrac et rayonnage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule. De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez de chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.  Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et est matérialisée par un dispositif fixe; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.  Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.  La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quelque soit le mode de stockage.  Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.
<b>Constats :</b>

Lors de l'inspection

- il n'est pas constaté de stockages de produits chimiques
- il est constaté que les stockages en masse sont de petites dimensions (maximum 5\*5m et jusqu'à 2 m de haut) et a priori temporaires (situé dans certaines zones de chargement)
- le stockage en rack ne présente pas d'écart aux prescriptions ci-dessus

Il est cependant à noter qu'il existe peu de marquages au sol délimitant les zones de stockage (à l'intérieur de l'entrepôt comme à l'extérieur)

**Constat: pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**